



3 & 4 juin 2026



SOMMET INTERNATIONAL DES MAIRES **URBAN7**

dans le cadre de la Présidence française du G7

DÉCLARATION DE NANCY DES VILLES RÉSILIENTES, FONDEMENT DE LA RÉSILIENCE MONDIALE

PRÉAMBULE : LES VILLES, PARTENAIRES STRATÉGIQUES DU G7

Réaffirmant le rôle fondamental du droit international et des accords internationaux dans la garantie de la stabilité, de la paix et de la prospérité mondiales,

Reconnaissant l'importance centrale du multilatéralisme et des forums qui lui sont associées, notamment le G7, le G20, l'OCDE, le Conseil de l'Europe et l'Organisation des Nations Unies,

Reconnaissant l'importance d'un dialogue multiniveaux institutionnalisé au sein des organisations multilatérales, Se référant notamment aux Conventions de Rio des Nations Unies, à l'Accord de Paris, à la Charte urbaine européenne III, à l'Agenda 2030 des Nations Unies et au Nouvel Agenda urbain d'ONU-Habitat, en tant que cadres multilatéraux essentiels pour relever les défis urbains de notre temps,

Saluant les initiatives favorisant la gouvernance multiniveaux, telles que la Coalition pour des partenariats multiniveaux à forte ambition (CHAMP), la Coalition Local2030, le Forum des maires des Nations Unies ainsi que les Conventions des maires pour le climat et l'énergie,

Reconnaissant le rôle croissant des Examens locaux volontaires (Voluntary Local Reviews) et des Examens infranationaux volontaires (Voluntary Subnational Reviews) dans la territorialisation des Objectifs de développement durable (ODD) et dans le renforcement de la redevabilité à l'échelle locale,

S'inscrivant dans l'héritage des précédentes présidences du G7 et des déclarations successives d'Urban7,

Nous, maires et élus locaux réunis à Nancy dans le cadre du Sommet international des maires Urban7, représentant les réseaux et associations de collectivités locales des pays du G7 et de l'Union européenne, saluons la décision de la présidence française du G7 de 2026 de reconnaître officiellement Urban7 comme groupe d'engagement du processus du G7.

En tant que gouvernements locaux, notre responsabilité première est d'assurer à l'ensemble de nos habitants un avenir inclusif, équitable, durable et prospère. À ce titre, nous sommes en première ligne pour protéger nos démocraties et nos économies, mettre en œuvre les transitions climatique et numérique, et fournir des infrastructures et des services accessibles, abordables et résilients.

Ce rôle singulier fait de nous des partenaires stratégiques de long terme, fiables pour le G7, avec lequel nous nous engageons à entretenir un dialogue permanent, constructif et responsable.

Nous appelons dès lors les pays du G7 à soutenir nos efforts au moyen de cadres de gouvernance multiniveaux et multilatéraux adaptés, assortis des ressources nécessaires.

Comme le détaille la présente Déclaration, nous appelons les dirigeants du G7 à reconnaître les villes comme gardiennes de la paix, de la démocratie et de la solidarité mondiale ; à intégrer pleinement les villes dans les cadres de résilience ; à garantir l'accès à un logement adéquat, abordable et durable ; et à mobiliser les villes comme moteurs de compétitivité, de transformation durable et de transitions numériques de confiance.

La résilience de nos villes repose avant tout sur les liens humains qui les animent : la cohésion sociale de nos communautés, le sentiment d'appartenance partagé entre les générations et l'accès universel à des services publics de qualité. Investir dans les jeunes générations et préserver les services publics locaux qui structurent la vie quotidienne constitue une condition essentielle à la réalisation de toutes les autres priorités du G7.

Ensemble, nous pouvons véritablement jeter les bases d'un monde résilient.

I. LES VILLES, GARDIENNES DE LA PAIX, DE LA DÉMOCRATIE ET DE LA SOLIDARITÉ MONDIALE FACE À DES PRESSIONS CROISSANTES

Les bouleversements provoqués par l'érosion des normes démocratiques, les tensions et les conflits, les catastrophes liées au changement climatique ainsi que les urgences de santé publique se manifestent avant tout dans les territoires urbains. Les villes en subissent de manière disproportionnée les conséquences, notamment en raison de l'affaiblissement des normes internationales relatives aux droits humains et à la démocratie, ainsi que du recul des principes de solidarité et de coopération. À cet égard, Urban7 soutient l'ambition de la présidence française du G7 de réformer la gouvernance mondiale afin de prévenir la fragmentation et les polarisations.

Les villes et les communautés sont ainsi, par définition, au cœur des efforts visant à relever les défis auxquels les pays du G7 sont confrontés. Elles agissent fréquemment comme gardiennes de la paix et de la démocratie et constituent l'échelon où la mise en œuvre et la territorialisation des Objectifs de développement durable se traduisent par des résultats concrets pour les citoyens.

En tant que maires et dirigeants locaux, nous agissons notamment à travers :

- **Notre soutien indéfectible à l'Ukraine** : Nous réitérons notre soutien sans réserve à la résilience des collectivités locales ukrainiennes, en considérant les villes non seulement comme des bénéficiaires de l'aide internationale, mais également comme des acteurs stratégiques de leur propre reconstruction et de celle du pays. Nous saluons l'action de la « Coalition des volontaires » et nous tenons prêts, lorsque cela est possible et conformément à nos mandats respectifs, à apporter un soutien financier et technique en faveur du redressement durable de l'Ukraine.
- **Le renforcement de la diplomatie des villes** : Nous appelons à l'institutionnalisation de la diplomatie des villes en tant qu'instrument reconnu de gestion des risques géopolitiques, de lutte contre la désinformation et de maintien de la coopération ainsi que de la stabilité économique, y compris lorsque les relations entre États sont mises à l'épreuve. Fondés sur l'intérêt mutuel et la recherche de solutions concrètes, les partenariats et la coopération entre villes constituent un canal de dialogue résilient qui perdure bien au-delà des cycles politiques.
- **La diplomatie culturelle** : Nous reconnaissons le rôle des échanges culturels et de la diplomatie culturelle dans la promotion de la paix, de la compréhension mutuelle et de la coopération entre collectivités locales, ainsi qu'au-delà de leurs frontières. Ces échanges complètent les canaux politiques et économiques en renforçant les liens civiques et culturels qui unissent durablement les communautés.
- **La défense de la démocratie locale et de la paix** : Nous condamnons toutes les formes de menaces, d'intimidation et de détention arbitraire visant des responsables locaux démocratiquement élus. Nous exprimons notre solidarité envers tous les dirigeants municipaux faisant l'objet de persécutions pour avoir exercé leur mandat démocratique. Nous saluons les initiatives menées notamment par le Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE) en faveur de la protection des élus locaux, ainsi que par la Conférence des maires des États-Unis à travers la Déclaration d'Oklahoma City, qui condamne la violence politique, réaffirme les valeurs démocratiques et défend la tenue d'élections locales libres et équitables. Nous appelons les gouvernements du G7 à faire de la protection de la gouvernance démocratique locale un principe non négociable et une condition préalable à la crédibilité de leur engagement en faveur de la démocratie, à la résilience des systèmes de gouvernance multiniveaux et à la capacité des villes à agir en tant que partenaires fiables dans la mise en œuvre des priorités du G7.

Au-delà de leur rôle dans la défense de la paix et de la démocratie sur leurs territoires, les villes constituent également des vecteurs essentiels de solidarité mondiale. Les partenariats internationaux contemporains sont d'autant plus résilients qu'ils reposent sur des bénéfices mutuels plutôt que sur une logique unilatérale d'aide ou de relation entre donateurs et bénéficiaires. Dans cet esprit, Urban7 souligne notamment l'importance des éléments suivants :

- **Coopération entre forums multilatéraux** : Nous plaidons en faveur d'une coopération renforcée entre Urban7 et les plateformes représentant les villes au sein d'autres forums multilatéraux, notamment l'Urban20 (U20), ainsi qu'avec les réseaux internationaux et les réseaux de coopération entre villes existants. Cette coopération doit permettre de garantir la cohérence des politiques publiques et de renforcer la voix des villes au sein de l'architecture mondiale de gouvernance. Nous appelons également à une reconnaissance équivalente des plateformes représentant les villes dans les autres enceintes multilatérales.
- **Un engagement stratégique en faveur du Sud global** : Reconnaisant que 90 % de la croissance urbaine mondiale d'ici à 2050 se concentrera en Asie et en Afrique, nous appelons les pays du G7 à renforcer leur soutien financier et technique à la coopération décentralisée pour le développement (CDD). Celle-ci doit permettre de développer à grande échelle des partenariats réciproques entre villes du G7 et du Sud global, afin de favoriser l'échange d'expertise et d'assistance technique, de réduire la fragmentation de l'aide au développement et de renforcer la capacité des communautés urbaines partenaires à créer les conditions locales propices au développement durable, à ouvrir de nouvelles perspectives économiques et à construire des chaînes d'approvisionnement résilientes ainsi que de nouveaux partenariats commerciaux et de sécurité.
- **La mobilisation des capitaux privés** : Nous reconnaissons les limites des budgets publics pour garantir la résilience des territoires urbains au-delà du G7. Nous appelons dès lors les pays du G7 à mobiliser davantage les instruments existants et à en développer de nouveaux afin d'orienter les investissements et financements privés vers les priorités locales, notamment les infrastructures et le développement urbain, tout en veillant à la mise en place de garanties sociales et environnementales appropriées.

II. RÉSILIENCE URBAINE, LOGEMENT ET DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE

La résilience urbaine ne constitue pas un défi unique, mais un ensemble de capacités interdépendantes que les villes et les communautés doivent développer simultanément. Qu'il s'agisse de faire face à l'érosion démocratique, à des chocs socio-économiques ou à des catastrophes liées au changement climatique, nos communautés sont d'autant plus fortes que leurs institutions, leurs économies et leurs infrastructures sont conçues pour anticiper les perturbations, y résister et s'y adapter.

En tant que maires, nous considérons que la résilience repose sur quatre dimensions indissociables et mutuellement renforçantes :

- **Résilience socio-économique** : Nous reconnaissons que la résilience des communautés urbaines repose sur des économies locales inclusives, des systèmes de protection sociale solides, une société civile active ainsi que sur l'engagement et la participation de l'ensemble des habitants dans toute leur diversité.
- **Résilience démocratique et institutionnelle** : Nous affirmons que des institutions démocratiques solides constituent le socle de la résilience urbaine. Face à l'érosion de la confiance publique, à la montée de la désinformation et à l'intensification des ingérences étrangères, les villes doivent être en mesure de résister aux menaces qui fragilisent la gouvernance démocratique. En tant que laboratoires d'innovation démocratique, notamment à travers les budgets participatifs ou les assemblées citoyennes délibératives,

les villes renforcent leur résilience grâce à la transparence, à l'inclusion et à une participation citoyenne durable.

- **Résilience climatique, environnementale et face aux catastrophes** : Nous reconnaissons que la résilience doit être intégrée dès l'origine comme principe directeur de la planification urbaine, de la conception des infrastructures et des bâtiments ainsi que des investissements, et ne saurait être considérée comme une réflexion a posteriori. Les villes et les communautés déploient déjà des solutions reproductibles à grande échelle, allant des infrastructures fondées sur la nature et de la réforme des règles d'aménagement aux corridors de fraîcheur urbains et à la reconfiguration des zones inondables. Nous reconnaissons que la réduction des risques de catastrophe et la préparation aux situations d'urgence, y compris face aux séismes, ainsi qu'aux menaces croissantes que représentent les incendies de forêt, les inondations et les phénomènes météorologiques extrêmes, font partie intégrante de cette démarche. Nous nous engageons à intégrer les principes du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe dans la planification locale, la gestion des crises et les processus de reconstruction sensibles aux contextes culturels, en nous appuyant sur les acquis et l'approche globale de réduction des risques établis par le Cadre d'action de Hyogo.
- **Autonomisation économique et bien-être local** : Au-delà de la protection des populations les plus vulnérables, nous affirmons le rôle des collectivités locales et régionales dans la création active de bien-être et le renforcement des économies locales. Les villes et les communautés ne constituent pas seulement des filets de sécurité ; elles sont également des moteurs de prospérité inclusive. Elles ancrent les chaînes de valeur locales, soutiennent les petites et moyennes entreprises et favorisent un développement économique territorial capable de renforcer durablement la résilience des communautés.

Nous saluons tout particulièrement les efforts déployés par la présidence française du G7 de 2026 pour aborder la question de la résilience urbaine en partenariat avec le secteur immobilier, notamment à travers sa plateforme *Real Estate Resilience for Prosperity (RER4P)*. Urban7 soutient pleinement cette initiative et se tient prêt à contribuer à sa mise en œuvre.

Nous appelons également les gouvernements du G7 à :

- **Adopter une approche intégrée de la résilience** et à associer systématiquement les villes, les communautés et les régions aux dispositifs nationaux de préparation, de réponse et de relèvement face aux crises, en reconnaissant que la résilience se construit, s'éprouve et se maintient à l'échelle urbaine. Les villes constituent l'échelon où la préparation devient capacité de réponse, où la réponse devient relèvement et où le relèvement devient adaptation à long terme.
- **Reconnaître l'importance essentielle de bâtiments sûrs et d'infrastructures résilientes** dans la prévention et la gestion des risques de catastrophe, ainsi que la nécessité de placer la culture au cœur de la reconstruction des communautés. Nous soulignons également le rôle moteur des villes, des communautés et des régions dans la mise en œuvre de ces démarches.
- **Soutenir les villes dans le renforcement de l'inclusion à l'échelle des quartiers**, dans la promotion de l'emploi local et de l'attractivité des talents, dans la préservation de la souveraineté économique au moyen de cadres d'investissement transparents, ainsi que dans le développement de la coopération entre villes en matière de réduction des vulnérabilités économiques et de gestion des risques stratégiques.
- **Renforcer la coopération multiniveaux avec les collectivités locales protéger l'intégrité des processus électoraux**, répondre aux risques idéologiques qui menacent les sociétés ouvertes et pluralistes, et accroître la capacité des villes à préserver la gouvernance démocratique. Les villes

constituent en effet le point de contact quotidien entre les citoyens et les institutions démocratiques; elles sont donc le premier échelon où la confiance dans la démocratie se construit ou, à l'inverse, s'érode.

- **Aligner les financements publics sur les besoins d'adaptation au changement climatique**, en réduisant le déficit de financement de l'adaptation dans les zones urbaines et en harmonisant les indicateurs de résilience afin de favoriser le déploiement à grande échelle de solutions reproductibles et financièrement viables. Le déficit de financement se concentre là où les besoins d'adaptation sont les plus importants, c'est-à-dire dans les zones urbaines ; le combler constitue dès lors à la fois l'utilisation la plus efficace et la plus équitable des financements climatiques.
- **Adopter une approche conciliant équité sociale et santé des écosystèmes, en donnant la priorité à la protection des populations** les plus vulnérables grâce à une conception inclusive des politiques et des espaces urbains, tout en renforçant la biodiversité au moyen de solutions fondées sur la nature.
- **Préserver l'accessibilité financière des mécanismes d'assurance** et protéger les finances publiques face à la fréquence croissante des chocs liés au changement climatique, notamment en développant des méthodologies et des instruments harmonisés permettant d'identifier, de déclarer et d'évaluer les risques financiers liés au climat.
- **Mettre à disposition des collectivités des données satellitaires** à haute résolution ainsi que des projections adaptées aux territoires, afin de soutenir les évaluations locales des risques et le déploiement de systèmes d'alerte précoce efficaces.
- **Reconnaître les risques existentiels auxquels sont confrontés certains territoires** particulièrement vulnérables, notamment en raison des risques hydrogéologiques, de l'élévation accélérée du niveau de la mer, de l'intrusion saline et de l'érosion côtière qui affectent les zones littorales et les territoires urbains de faible altitude. Nous appelons à soutenir les villes dans leur adaptation à ces défis, conformément à la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'océan adoptée lors de l'UNOC3 (Nice, juin 2025).

À travers l'ensemble de ces dimensions, le logement apparaît comme un pilier fondamental de la résilience urbaine, à l'intersection des enjeux climatiques, socio-économiques, démocratiques et économiques évoqués précédemment. Plus que presque toute autre politique publique, il contribue directement à la sécurité quotidienne des habitants des villes.

Les villes et les communautés, tant au sein du G7 qu'au-delà, sont confrontées à une crise du logement croissante, alimentée par la hausse vertigineuse des loyers, des prix de l'immobilier, de l'énergie et des matières premières. Cette situation se traduit notamment par une augmentation du sans-abrisme dans de nombreux territoires du G7.

Nous réaffirmons que l'accès à un logement adéquat, abordable et durable dans les centres urbains constitue une condition essentielle de la cohésion sociale, de la stabilité économique, d'une urbanisation inclusive, de la responsabilité environnementale et de la sécurité de nos villes.

À cet égard, nous saluons des initiatives telles que l'Alliance des maires pour le logement (Mayors for Housing Alliance), ainsi que d'autres coalitions municipales à travers les pays du G7, qui favorisent une action coordonnée des collectivités locales face à la crise du logement.

Nous appelons par conséquent les gouvernements du G7 à :

- **Renforcer la gouvernance locale et l'équité sociale** en accroissant les soutiens financiers et réglementaires destinés à simplifier les procédures liées au logement, tout en veillant à ce que les systèmes de transferts sociaux garantissent un accès équitable à des logements abordables et résilients face au changement climatique.
- **Adopter une approche systémique et résiliente face au changement climatique en matière de développement urbain**, intégrant les services essentiels — tels que le chauffage, le rafraîchissement urbain et la mobilité — avec l'accès aux espaces verts et à des infrastructures durables conçues pour répondre aux besoins des populations sur plusieurs décennies.
- **Favoriser des partenariats de long terme et l'innovation tout au long de la chaîne de valeur de la construction**, en réunissant les acteurs publics et privés afin de financer et de développer des solutions de logement adaptées aux défis futurs, conciliant accessibilité financière immédiate et durabilité à long terme.

III. LES VILLES, MOTEURS DE COMPÉTITIVITÉ ET DE TRANSFORMATION DURABLE

Les transitions écologique, numérique et économique qui sont au cœur de l'agenda du G7 sont, par nature, profondément urbaines. Les villes et les communautés constituent les principaux espaces où la compétitivité se construit ou s'érode, et où les conséquences sociales et territoriales de la désindustrialisation, des perturbations des chaînes d'approvisionnement et des évolutions démographiques se font le plus directement ressentir par les habitants.

Les villes jouent donc un rôle central pour garantir que ces transitions soient économiquement viables, socialement soutenables et politiquement durables. Elles sont également essentielles à la préservation de la prospérité, de la souveraineté et de la confiance sur lesquelles repose, en définitive, la coopération entre les pays du G7.

C'est pourquoi nous présentons ci-dessous cinq priorités étroitement liées, à travers lesquelles le G7 peut soutenir les villes dans la mise en œuvre de ces transitions :

- **Intelligence artificielle et gouvernance numérique** : Nous appelons les pays du G7 à garantir un accès équitable et sécurisé aux infrastructures d'intelligence artificielle, à promouvoir des standards ouverts en matière de données et à financer des programmes locaux de littératie numérique. Une attention particulière doit être accordée aux risques liés à l'utilisation abusive des réseaux sociaux et de l'intelligence artificielle générative, notamment en raison de leurs effets sur les jeunes générations, ainsi qu'à la sécurité numérique des enfants et des mineurs, conformément à la priorité de la présidence française en faveur d'un espace numérique plus sûr pour les mineurs.

Nous appelons également les pays du G7 à prendre en compte les liens étroits entre gouvernance numérique et résilience démocratique, notamment face aux menaces que représentent pour la démocratie locale la désinformation alimentée par l'intelligence artificielle, l'opacité algorithmique et la surveillance numérique. La transition numérique doit renforcer, et non affaiblir, les conditions nécessaires à la vie démocratique dans nos villes.

- **Biodiversité** : Nous appelons les gouvernements du G7 à promouvoir la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité afin de préserver la qualité de vie dans les villes, d'améliorer le bien-être humain et de permettre la pleine mise en œuvre du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal adopté lors de la COP15 de la Convention sur la diversité biologique. Cette mise en œuvre doit s'appuyer sur une coopération étroite avec les collectivités locales et régionales, en tenant compte

notamment de la Cible 12 relative aux espaces verts urbains ainsi que du Plan d'action pour les gouvernements infranationaux, les villes et les autres autorités locales pour la biodiversité 2021-2030.

- **Transition énergétique et décarbonation du bâti** : Nous appelons les gouvernements du G7 à accélérer la décarbonation de l'environnement bâti grâce à des programmes de rénovation à grande échelle, au développement de réseaux de chaleur et de froid urbains et au déploiement d'énergies renouvelables locales. Cette transformation doit reconnaître la précarité énergétique comme un enjeu majeur de justice sociale et fournir aux villes les outils réglementaires et les ressources financières nécessaires pour en assurer le pilotage.
- **Systèmes de mobilité durable et connectivité entre territoires urbains et régionaux** : Nous appelons les gouvernements du G7 à investir dans des systèmes de mobilité urbaine durable, comprenant notamment les transports publics, les mobilités actives, l'électrification des flottes et des connexions fluides entre les espaces urbains et régionaux. Ces infrastructures sont indispensables à l'émergence de villes sobres en carbone, productives et inclusives. Elles constituent également le socle de la mobilité de la main-d'œuvre, de l'intégration des chaînes d'approvisionnement et de la cohésion territoriale dont dépend la compétitivité du G7.
- **Transformation urbaine intégrée** : Nous appelons les gouvernements du G7 à soutenir des stratégies intégrées de transformation urbaine permettant d'aligner, à l'échelle des villes, les investissements dans le logement, la mobilité, l'énergie, le numérique et l'action climatique. Les interventions sectorielles fragmentées ne peuvent produire les résultats systémiques exigés par l'agenda du G7. Les villes, en étroite coordination avec les régions, sont le seul niveau de gouvernance capable de coordonner ces investissements au regard des réalités vécues quotidiennement par les habitants.

CONCLUSION : URBAN7, UN PARTENAIRE STRATÉGIQUE ET DE CONFIANCE À LONG TERME

En tant qu'Urban7, nous œuvrons à l'instauration d'un dialogue continu, structuré et substantiel entre les pays du G7 et les collectivités locales que nous représentons à travers les associations nationales de gouvernements locaux et les réseaux internationaux de villes. Nous apportons une perspective locale fondée sur l'expérience de la mise en œuvre, la capacité opérationnelle et la proximité avec les citoyens.

Soutenus par un secrétariat permanent et forts de la reconnaissance institutionnelle accordée par la présidence française du G7, nous nous engageons à poursuivre ce dialogue au fil des futures présidences du G7 afin de garantir la continuité, la redevabilité et le renforcement progressif de la dimension urbaine au sein du processus du G7.

Comme l'expose la présente Déclaration, nous appelons les dirigeants du G7 à reconnaître les villes comme des gardiennes de la paix, de la démocratie et de la solidarité mondiale, grâce au renforcement de la diplomatie des villes et à des partenariats réciproques avec le Sud global ; à intégrer pleinement les villes dans des cadres de résilience intégrés garantissant l'accès à un logement adéquat, abordable et durable en tant que pilier de la résilience urbaine ; et à mobiliser les villes comme moteurs de compétitivité, de transformation durable et de transitions numériques de confiance, au service de la prospérité économique future et de la vitalité démocratique de l'ensemble des communautés urbaines.

Nous invitons les dirigeants du G7 réunis au **Sommet d'Évian** à inscrire durablement ces mécanismes de coopération dans les pratiques de gouvernance internationale, afin que la dimension urbaine des défis mondiaux soit prise en compte de manière coordonnée, inclusive et tournée vers l'avenir.

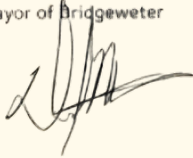
SIGNATURES DES ASSOCIATIONS MEMBRES D'URBAN7

Fédération canadienne des municipalités

Représentée par

DAVID MITCHELL

Mayor of Bridgewater



France urbaine

Représentée par

NATHALIE APPÉRÉ

Mayor of Rennes, president of Rennes Métropole



Deutscher Städtetag

Représentée par

ECKART WÜRZNER

Mayor of Heidelberg

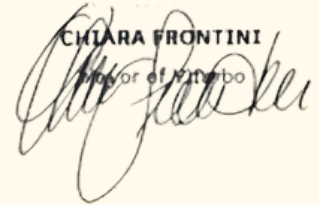


Associazione Nazionale Comuni Italiani

Représentée par

CHIARA FRONTINI

Mayor of Viterbo

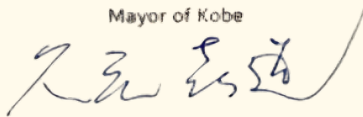


Japan Designated Cities Mayors Association

Représentée par

KIZO HISAMOTO

Mayor of Kobe



US Conference of Mayors

Représentée par

STEVE PATTERSON

Mayor of Athens (Ohio)

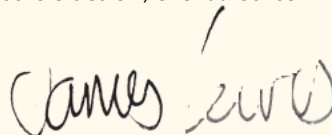


UK Core Cities

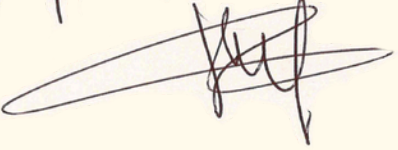
Représenté par

CLLR JAMES LEWIS

Président de Core Cities UK, Chef du Conseil Municipal de Leeds



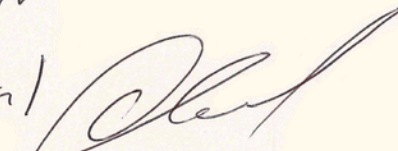
EN ASSOCIATION AVEC

E. Jopson, Newse de Pawz


D. Diller
City of Los Angeles


Ernst & Young

D. Myakolev
D. Sanyal


Vinnitsya

Pan Jacy

Allen

 Lviv

 Kopychyntsi

